La gestion de l'orientation scolaire au Laos

Managing Careers' Advice in Laos

La gestión de la orientación escolar en Laos

Didaravong Somkhanh, Siripaphanh Chandèng, Phimmahasay
Kéomanivanh et Sisouva Vimol

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1540>

DOI : 10.4000/ries.1540

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2005

Pagination : 87-93

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Didaravong Somkhanh, Siripaphanh Chandèng, Phimmahasay Kéomanivanh et Sisouva Vimol, « La gestion de l'orientation scolaire au Laos », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 38 | avril 2005, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1540> ; DOI : 10.4000/ries.1540

La gestion de l'orientation scolaire au Laos ¹

Didaravong Somkhanh,
Siripaphanh Chandèng,
Phimmahasay Kéomanivanh,
Sisouva Vimol

Quelles sont les dimensions géographiques et historiques qui permettent de définir le Laos ?

La République Démocratique Populaire du Laos (RDPL) est un État de l'Asie du sud-est enclavé au cœur de la péninsule indochinoise, bordé au Nord par la Chine et le Myanmar, à l'Est par le Vietnam, à l'Ouest par la Thaïlande et au Sud par le Cambodge. Royaume de *Lane Xang*, ou pays du million d'éléphants, le Laos était composé de pouvoirs féodaux tombés sous domination du Siam (actuelle Thaïlande) au XIX^e siècle. La France annexe ensuite le Laos à l'Indochine en 1893. Après la seconde guerre mondiale, les mouvements de libération se développent.

Pouvez-vous rappeler sous quelle forme ?

Le mouvement de libération s'organise autour du *Pathet Lao*, devenu par la suite parti révolutionnaire du peuple. En 1953, un régime royaliste et parlementaire est installé avec l'appui de la France et des États-Unis. La lutte entre le pouvoir en place et le *Pathet Lao* s'intensifie durant la guerre du Vietnam.

En quoi le Laos fut-il concerné par le conflit du Vietnam ?

Le Laos fut l'objet, pendant toute la durée du conflit vietnamien de 1964 à 1973, d'un pilonnage permanent de l'aviation américaine qui avait pour objectif de couper la piste Ho Chi Minh par laquelle transitait le ravitaillement du *Viet Cong*. On a ainsi compté qu'une bombe est tombée sur le Laos toutes les huit minutes en moyenne.

Que s'est-il passé ensuite ?

En 1975, le *Pathet Lao* s'empare du pouvoir. La république démocratique et populaire alors créée bénéficie de l'appui de l'Union Soviétique. Sur le plan politique, le parti révolutionnaire du peuple (ex *Pathet Lao*) demeure aujourd-

1. Entretien réalisé par Georges Solaux.

d'hui le parti unique. À compter de 1986, les « nouveaux mécanismes économiques » installent progressivement l'économie de marché dans le pays.

Peut-on mesurer les effets de cette libéralisation ?

La transition vers une économie de marché a d'ores et déjà suscité diverses répercussions. Toutefois, le manque d'amélioration en matière de communication, d'infrastructure, d'éducation et de santé a minimisé les conséquences positives globales sur l'accroissement des niveaux de vie et de la qualité de la vie.

Quelles sont les caractéristiques démographiques actuelles du pays ?

Avec 4,6 millions d'habitants en 1995 et une superficie de 236 800 km², le Laos compte vingt-et-un habitants au kilomètre carré, l'une des plus faibles densités d'Asie.

Sur le plan culturel ?

La RDP Lao constitue un état pluriethnique dont il faut assurer l'intégration². « Lors du recensement de la population en 1995, on dénombre quarante-huit groupes ethniques différents. Les quarante-sept groupes ethniques retenus dans ce recensement sont ceux qui dépassent 25 000 personnes. Mais officiellement, les laotiens sont classés en trois principaux groupes ethniques.

La famille des *Tai-Kadai*, désignés par le terme *lao loum* ou lao des plaines, dont fait partie l'ethnie lao proprement dite, parlant laotien. Ce groupe compte environ 67 % de la population totale. Il est connu sous le nom préfixé par « *Thai* » et composé de plusieurs ethnies : *thai-lao*, *thai-dam*, *thai-lu*, *thai-dèng*, *thai-khao*... On les trouve en général dans la vallée du Mékong et les plaines.

La seconde famille, celle des Austro-Asiatiques représente 23 % de la population totale. Les « *lao theung* » sont des proto-indochinois, parlant généralement des langues môn-khmères. Cette famille rassemble trente groupes ethniques, soit 64 % de ceux qui figurent dans le recensement.

La troisième famille, les « *lao soung* » parlant des langues apparentées au chinois, et qui sont des laotiens des montagnes. Ce groupe compose essentiellement des Mhong, des Yao, ko... Ils sont arrivés au Laos au XIX^e siècle et n'ont pu s'installer que sur les sommets des montagnes. »

Enfin sur le plan économique ?

Plus de 50 % de la population vit de l'agriculture (80 % des cultures sont consacrées au riz), de l'artisanat domestique de la chasse ou de la pêche. La crise asiatique de 1997 a été suivie de conséquences importantes pour le développement économique en cours qui a connu un net ralentissement associant flambée de l'inflation et ralentissement de la croissance. Le Laos est devenu en juillet 1997 membre de l'Association des Nations d'Asie du Sud Est (ASEAN) marquant par là une ouverture supplémentaire de ses frontières.

2. Voir le site : <http://laos.luangprabang.free.fr/>

Peut-on identifier dans l'organisation administrative des traces de l'histoire et notamment l'effet de la colonisation d'une part et du centralisme d'autre part ?

Sans doute, car le découpage administratif du pays comprend les provinces (au nombre de dix-huit), les districts et les villages. Les gouverneurs des provinces et les chefs de district sont nommés par les autorités centrales, les chefs des villages de base sont élus pour deux ans. L'organisation administrative du pays demeure cependant centralisée avec mise en œuvre de déconcentration selon les secteurs. Sur le plan économique, le centralisme est encore marqué par le Comité de planification et d'investissement avec une planification nationale quinquennale qui s'est cependant largement assouplie. En fait, la tradition centralisatrice, associée à la nécessité pour les autorités politiques d'assurer la cohésion nationale de la mosaïque ethnique, font que la vie du pays demeure largement fondée sur l'État.

Est-il possible de résumer les perspectives politiques en matière d'évolution administrative ?

L'objectif politique consiste à mettre en place un système de gestion administrative et financière centralisant les ressources avec redistribution équitable dans l'ensemble du pays selon une structure verticale et selon les normes budgétaires et salariales nationales établies. Ensuite, le gouvernement désire renforcer et améliorer la structure verticale de l'administration et du financement de l'éducation depuis le ministère jusqu'aux écoles.

Quelle est la place réservée à l'éducation dans ce contexte politique ?

L'éducation prend une place particulière dans la mesure où ses fonctions relèvent du champ culturel d'unité nationale d'une part et du domaine économique d'autre part. Cela consiste à dispenser les éléments de culture commune indispensables à l'homogénéité de la société et à fonder le capital humain nécessaire au développement du pays.

Quelle est schématiquement l'organisation de la scolarité ?

L'enseignement est dispensé en cinq années d'école primaire et trois années pour chacun des premier et second cycles de l'enseignement secondaire. Le système d'enseignement technique professionnel comprend des écoles professionnelles secondaires pour la formation de travailleurs semi-qualifiés et qualifiés et la formation des enseignants, des collèges d'enseignement technique pour des techniciens de niveau moyen, des collèges d'enseignement technique supérieur pour les techniciens supérieurs et la formation des enseignants. Il existe également un certain nombre d'établissements d'enseignement technique et professionnel relevant d'autres ministères que celui de l'Éducation. Les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes de premier cycle comportent onze facultés formant l'université nationale du Laos, et l'école nationale d'administration et de gestion (ENAG). Jusqu'en 2003, l'université

nationale du Laos était exclusivement installée à la capitale, Vientiane. Depuis, deux antennes universitaires supplémentaires ont été installées dans les provinces de Champassack et de Louangprabang.

Pouvez-vous rappeler les objectifs généraux de l'éducation ?

Compte tenu de ce que nous venons de dire des forces et des faiblesses du système, il s'agit de :

- rendre l'enseignement primaire obligatoire pour tous les jeunes ;
- achever l'alphabétisation de tous les jeunes analphabètes et lutter contre l'analphabétisme qui est de retour ;
- encourager et développer l'enseignement privé dans l'enseignement général et l'enseignement professionnel ;
- développer les écoles dans les zones défavorisées et, si nécessaire, créer des internats pour encourager les enfants des groupes minoritaires ethniques à se rendre à l'école ;
- améliorer l'enseignement bouddhique en fonction du bouddhisme, de la langue et de la littérature lao et reformuler la politique sur l'enseignement bouddhique ;
- donner priorité aux femmes et aux jeunes filles à tous les niveaux : les filles représentent 45,9 % des élèves du primaire, 43,2 % des élèves du 1^{er} cycle secondaire, 40,8 % des élèves du second cycle secondaire et 40 % des étudiants du supérieur ;
- accroître et l'améliorer l'enseignement primaire de façon à accroître le taux net de scolarisation, tout en diminuant les taux de redoublement et d'abandon. En 5^e année primaire, sur les 112 834 élèves, seulement 22,8 % des élèves sont « à l'heure » (dix ans ou moins), plus des trois quarts des élèves ont cumulé les retards (effet conjugué des redoublements et des âges d'entrée tardifs à l'école).

L'effort essentiel se situe donc au niveau de l'enseignement primaire ?

Oui, même si les autres niveaux sont considérés comme décisifs pour le développement à venir. Actuellement, en matière de taux de scolarisation, des disparités existent entre les régions, les groupes ethniques, les zones urbaines et rurales.

Comment faire évoluer les choses ?

En formant des enseignants. Dans certaines provinces, des enseignants du primaire ne sont pas formés, surtout dans les provinces les moins développées. En outre, la quasi-totalité de l'éducation est dispensée au sein d'établissements publics, l'État assurant à la fois le financement et la fourniture des services éducatifs. Ce n'est que depuis peu que des écoles privées ont vu le jour, en général par suite d'initiatives individuelles. Elles sont financées par les frais de scolarité. Il faut sans doute aider au développement d'un enseignement privé accessible et complémentaire de l'enseignement public.

Quels sont les niveaux administratifs responsables de la gestion de l'école ?

Traditionnellement, les collectivités locales sont responsables de l'enseignement primaire (districts) et secondaire (provinces). Le niveau central est responsable des écoles techniques, des centres de formation des maîtres, et d'un certain nombre d'établissements d'enseignement technique, professionnel, supérieur et universitaire.

En matière de régulation du système éducatif notamment au niveau de l'orientation des élèves, quelles sont les spécificités du Laos ?

Les évaluations écrites occupent une place centrale dans le processus de régulation des flux d'élèves entre les années d'études au sein d'un cycle. Dans toutes les classes du cycle et par semestre, l'élève se voit attribuer :

- une note de fin de mois et une note de fin de semestre ; la note de fin de semestre repose sur une évaluation par examen ;
- la note de la fin du premier semestre (et du deuxième semestre au sein du cycle) est déterminée par un examen organisé par l'école ;
- pour les années de fin de cycle, la note de la fin du second semestre est déterminée par un examen organisé par le district pour les écoles primaires (sujets communs et dates d'épreuves communes), par la province pour les collèges et par le niveau national pour les lycées.

Comment est donc déterminée la note de fin d'année ?

La note de fin d'année résulte de la moyenne des notes de l'ensemble des disciplines selon la combinaison suivante :

- par discipline : calcul de la moyenne des notes à chaque fin de mois ; calcul de la moyenne des notes de fin de mois du semestre = A (somme des notes de fin de mois par discipline divisée par le nombre de mois du semestre) ; note de l'examen de fin de semestre (voir ci-dessus) = B ; par semestre, la moyenne des notes de fin de mois A est ajoutée à la note de l'examen semestriel B, la somme obtenue est divisée par deux ; la note annuelle est la moyenne des deux notes semestrielles ;
- en fin d'année, la moyenne des notes annuelles de l'ensemble des disciplines est calculée. Cette note constitue la moyenne annuelle.

Flux des élèves du primaire de 2002-2003 à 2003-2004 en %

Années	doublent	passent	abandonnent
1 ^{re} année	34,8	52	13,2
2 ^e année	19,7	73	7,3
3 ^e année	13	74,7	12,3
4 ^e année	8,3	85,8	5,9
5 ^e année	5,3	86,8	7,9
Total	20	69,8	10,2

Qui décide du passage de classe ?

Le conseil d'école composé du directeur ou chef d'établissement et des enseignants est réuni en fin d'année pour examiner les résultats des élèves et prononcer la passage pour tous ceux qui ont obtenu la moyenne annuelle. Une discussion peut avoir lieu pour les élèves qui n'ont pas obtenu la moyenne annuelle.

On peut noter le très fort taux de redoublement dans le primaire: 20 % en moyenne sur les cinq années qui constituent le cycle mais surtout plus de 30 % en première année et près de 20 % en seconde année. Sur la base de ces flux, une cohorte fictive a été réalisée: sur 1000 élèves entrants, il apparaît que le nombre de survivants par niveau illustre la nécessité d'améliorer l'efficacité du système.

Années	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e
Survivants	1 000	764	674	565	521	472

Flux des élèves du 1^{er} cycle secondaire de 2002-2003 à 2003-2004 en %

6 ^e	3,2	85	11,8
7 ^e	2,2	91	6,8
8 ^e	4,4	87,6	8
Total	3,1	87,8	9,1

Flux des élèves du 2^e cycle secondaire de 2002-2003 à 2003-2004 en %

9 ^e	2,3	88,3	9,7
10 ^e	1,3	95	3,7
11 ^e	1,2	93,7	5,2
Total	1,7	91,8	6,5

Quelles sont les procédures en cours pour la régulation des flux entre les cycles ?

Entre les cycles, le passage est subordonné à l'obtention du diplôme de fin de cycle qui donne accès de droit au cycle suivant: le certificat primaire pour passer de l'école primaire au collège, le brevet d'études du premier cycle du second degré pour passer du collège au lycée, le baccalauréat assorti d'un concours pour réguler l'accès d'environ 60 % des places offertes dans l'enseignement supérieur (non quota). Le concours national d'accès à l'enseignement supérieur est organisé par le niveau national avec des épreuves qui se déroulent dans un centre par province. Les épreuves sont corrigées par l'université nationale, et un classement des candidats est alors réalisé. Les 40 % de places

restantes offertes par l'enseignement supérieur (appelées quota) sont affectées par le niveau national aux différentes provinces en fonction des effectifs de la population scolaire et des besoins de la province. Ces places sont accessibles avec le seul baccalauréat. Les étudiants qui sont recrutés dans l'enseignement supérieur par le système « quota » bénéficient d'une bourse. L'affectation dans les établissements d'enseignement supérieur est réalisée en fonction de leur choix d'études mais surtout en fonction du classement des candidats. Les pourcentages affectés au « non quota » et au « quota » varient selon les années et présentent une baisse tendancielle du « quota ».

Le baccalauréat ne donne donc pas accès directement à l'enseignement supérieur. Qu'advient-il des bacheliers qui ne sont pas admis ?

Les élèves titulaires du baccalauréat et qui n'ont pu accéder à l'enseignement supérieur ont la possibilité de suivre des cours du soir payants qui peuvent les conduire jusqu'au niveau licence et peuvent accéder à l'enseignement privé. Ce système de régulation des flux est essentiellement fondé sur la performance scolaire et tient peu compte finalement de l'expression des vœux de poursuite d'études des élèves. Quel que soit le niveau d'étude, les parents sont destinataires tous les mois d'un bulletin scolaire qu'ils doivent signer. Ils sont invités à se rendre dans l'établissement scolaire en cas de difficulté de leur enfant.

Annexe

Années		Effectifs 2002/2003			Effectifs 2003/2004		
Cycles		Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Primaire	1 ^{re}	134 977	159 601	294 578	133 923	154 547	288 470
	2 ^e	85 564	104 003	189 567	87 243	103 389	190 632
	3 ^e	69 434	81 606	151 040	71 811	86 170	157 981
	4 ^e	58 073	69 208	127 281	60 764	71 671	132 435
	5 ^e	51 522	61 312	112 834	52 467	62 644	115 111
	Total	399 570	475 730	875 300	406 208	478 421	884 629
1 ^{er} Cycle Secondaire	6 ^e	38 763	51 173	89 936	39 482	51 251	90 733
	7 ^e	32 020	42 479	74 499	34 068	44 142	78 210
	8 ^e	26 721	37 867	64 588	29 908	40 703	70 611
	Total	97 504	131 519	229 023	103 458	136 096	239 554
2 ^e Cycle Secondaire	9 ^e	20 194	29 650	49 844	21 939	32 239	54 178
	10 ^e	15 431	22 234	37 665	18 299	26 204	44 503
	11 ^e	12 769	19 008	31 777	14 791	21 394	36 185
	Total	48 394	70 892	119 286	55 029	79 837	134 866